

**« Les conseils d'administration ne comptent que 21,2 % de femmes – il est grand temps que ça change », estiment les S&D**

---

02/12/2015

À l'occasion d'un débat au Parlement européen à Bruxelles, ce 2 décembre, les eurodéputés S&D ont exhorté les gouvernements européens à conclure un accord sur une proposition qui vise à accroître le nombre de femmes dans les conseils d'administration.

En effet, les dernières données (octobre 2015) indiquent que seuls 21,2 % des membres des conseils d'administration des sociétés européennes cotées en bourse sont des femmes.

**Evelyn Regner, eurodéputé et porte-parole du Groupe S&D en commission Affaires juridiques, a déclaré ceci :**

« Nous constatons que seuls les États membres qui ont pris des mesures législatives ont enregistré des progrès en la matière. Par conséquent, l'heure est venue de lancer une action à l'échelle de l'Europe, afin de donner aux femmes les opportunités qu'elles méritent. »

« Dans huit États membres seulement – France, Lettonie, Finlande, Suède, Royaume-Uni, Danemark, Italie et Allemagne – il y a plus de 25 % de femmes dans les conseils d'administration. Or, les Socialistes & Démocrates œuvrent depuis de longues années en faveur d'une meilleure représentation des femmes au sein des conseils d'administration. »

« La proposition de la Commission européenne, qui instaure une procédure de sélection transparente pour les administrateurs non exécutifs, afin de contribuer à l'atteinte, à l'horizon 2020, de l'objectif de 40 % de femmes au sein des conseils d'administration des sociétés cotées en bourse, aura des répercussions positives tant pour les hommes que pour les femmes. »

« C'est maintenant qu'il faut briser le plafond de verre. »

**Marie Arena, eurodéputée et porte-parole du Groupe S&D pour les questions concernant les femmes et l'égalité des sexes, a ajouté ceci :**

« Jusqu'à présent, les gouvernements européens n'ont attaché que peu d'importance aux questions d'égalité des sexes. Après l'abandon de la directive relative aux congés de maternité, nous craignons que cette proposition, qui vise à augmenter le nombre de femmes dans des postes de direction, ne subisse un sort identique. Ce serait totalement injuste et inacceptable. »